

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 9. De minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 10 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206128]

24 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XII, relatives à l'autorisation de prise en charge de personnes handicapées et aux services organisant des activités pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code décrétal wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre IV;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XII;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 22 décembre 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2013;

Vu les lois le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant le fait qu'il est important de donner rapidement un cadre réglementaire et de pouvoir ainsi fixer les montants des subventions pour les services fonctionnant sous le couvert de l'autorisation de prise en charge acceptant d'héberger ou d'accueillir des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence placées par l'AWIPH ainsi que pour les services organisant des activités pour personnes handicapées acceptant de prendre en charge des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence placées par l'AWIPH;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XII, l'intitulé « Chapitre V. — Autorisation de prise en charge » est remplacé par l'intitulé suivant : « Titre XII/1. — Autorisation de prise en charge ».

Art. 3. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XII, il est inséré un Chapitre V, comportant les articles 1348/1 à 1348/3, rédigé comme suit :

« Chapitre V. — Prise en charge de la personne handicapée prioritaire.

Art. 1348/1. § 1^{er}. Dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, un point d'agrément supplémentaire peut être accordé pour la prise en charge nominative de personnes handicapées déclarées prioritaires et en situation d'urgence. Ce point d'agrément donne lieu à une subvention particulière.

§ 2. Est considérée comme personne handicapée prioritaire, la personne atteinte d'une des déficiences suivantes :

1° paralysie cérébrale, sclérose en plaques, spina-bifida, myopathie ou neuropathie;

2° déficience intellectuelle profonde;

3° déficience intellectuelle sévère;

4° troubles moteurs, dysmélie, poliomyélite, malformation du squelette et des membres avec handicap associé;

5° troubles envahissants du développement et troubles du comportement associés aux handicaps;

6° autisme;

7° lésion cérébrale congénitale ou acquise.

§ 3. Pour être considérée comme étant en situation d'urgence, la personne handicapée doit répondre à un des critères suivants :

1° le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission;

2° la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne ou de tiers;

3° la personne a subi plusieurs exclusions.

Art. 1348/2. § 1^{er}. Le tarif pour une prise en charge en résidentiel s'élève à 21.915,85 euros en base annuelle.

Le tarif pour une prise en charge en accueil s'élève à 16.916,45 euros en base annuelle.

§ 2. La subvention du service s'obtient en multipliant le tarif par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par 365 ou 366 et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

Sont considérées comme journées de prise en charge, les journées comprises entre la date d'octroi du point d'agrément ou la date d'entrée effective (si celle-ci est postérieure) et la date de la sortie de la personne.

§ 3. Ces montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix (indice santé) conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public et ce, au prorata des mois concernés.

Art. 1348/3. L'accueil d'une personne handicapée prioritaire en situation d'urgence donne lieu à une adaptation des normes d'encadrement compte tenu de cette prise en charge supplémentaire.

La norme à respecter est de 0,5589 ETP d'encadrement en résidentiel et de 0,2077 ETP d'encadrement en accueil de jour.

Cette norme est à multiplier par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par 365 ou 366 et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

Par personnel d'encadrement, il faut entendre le personnel éducatif et les assistants sociaux. ».

Art. 4. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XII/1, il est inséré une section 7, comportant les articles 1368/1 à 1368/6, rédigée comme suit :

« *Section 7. — Prise en charge de la personne handicapée prioritaire*

Art. 1368/1. § 1^{er}. Dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, une subvention particulière peut être accordée pour la prise en charge nominative de personnes handicapées déclarées prioritaires et en situation d'urgence.

§ 2. Est considérée comme personne handicapée prioritaire, la personne atteinte d'une des déficiences suivantes :

1° paralysie cérébrale, sclérose en plaques, spina-bifida, myopathie ou neuropathie;

2° déficience intellectuelle profonde;

3° déficience intellectuelle sévère;

4° troubles moteurs, dysmélie, poliomyélite, malformation du squelette et des membres avec handicap associé;

5° troubles envahissants du développement et troubles du comportement associés aux handicaps;

6° autisme;

7° lésion cérébrale congénitale ou acquise.

§ 3. Pour être considérée comme étant en situation d'urgence, la personne handicapée doit répondre à un des critères suivants :

1° le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission;

2° la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne ou de tiers;

3° la personne a subi plusieurs exclusions.

Art. 1368/2. Lorsqu'un service procède à l'admission d'une personne handicapée prioritaire en situation d'urgence, il envoie, dans les trois jours de son admission, un avis d'entrée à l'administration. En cas de sortie, le service envoie également un avis de sortie dans les mêmes délais.

Art. 1368/3. La personne handicapée prioritaire en situation d'urgence contribue forfaitairement à sa prise en charge.

Le montant de la participation financière que le service peut réclamer est limité à un montant journalier de 51,06 euros pour une prise en charge en résidentiel et est de 14,61 euros pour une prise en charge en journée uniquement. Pour les jeunes, ce montant est limité aux 2/3 des allocations familiales ramené en base journalière.

Cette participation financière ne peut être réclamée que pour les jours où la personne est effectivement présente dans le service.

Art. 1368/4. § 1^{er}. Le tarif pour une prise en charge en résidentiel s'élève à 21.915,85 euros en base annuelle.

Le tarif pour une prise en charge en accueil s'élève à 16.916,45 euros en base annuelle.

§ 2. La subvention du service s'obtient en multipliant le tarif par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par 365 ou 366 et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

Sont considérées comme journées de prise en charge, les journées comprises entre la date de la prise d'effet de l'octroi d'une subvention particulière décidée par le Comité de gestion ou la date d'entrée effective (si celle-ci est postérieure) et la date de la sortie de la personne.

Art. 1368/5. L'accueil d'une personne handicapée prioritaire en situation d'urgence donne lieu à une adaptation des normes d'encadrement compte tenu de cette prise en charge supplémentaire.

La norme à respecter est de 0,5589 ETP d'encadrement en résidentiel et de 0,2077 ETP d'encadrement en accueil de jour.

Cette norme est à multiplier par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par 365 ou 366 et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

Par personnel d'encadrement, il faut entendre le personnel éducatif et les assistants sociaux.

Art. 1368/6. Les montants repris aux articles 1368/3 et 1368/4 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix (indice santé) conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public et ce au prorata des mois concernés ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 6. La Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 octobre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206128]

24 OKTOBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende bepalingen van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Deel II, Boek V, Titel XII, betreffende de machtiging tot verzorging van gehandicapte personen en betreffende de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren

De Waalse Regering,

Gelet op het Decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Deel II, Boek IV;

Gelet op het Decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, Deel II, Boek V, Titel XII;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "AWIPH" (Waaals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 22 december 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 oktober 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 oktober 2013;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het belangrijk is zo spoedig mogelijk in een reglementair kader te voorzien om de bedragen van de toelagen te kunnen bepalen voor de diensten die onder de dekking vallen van de machtiging tot verzorging van prioritaire, door AWIPH geplaatste, gehandicapte personen in nood op te vangen of te huisvesten, alsook voor de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren en die voor prioritaire, door AWIPH geplaatste, gehandicapte personen in nood zorgen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het Reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Deel II, Boek V, Titel XII, wordt het opschrift "Machtiging tot verzorging van gehandicapte personen" vervangen als volgt : "Titel XII/1. — Machtiging tot verzorging van gehandicapte personen".

Art. 3. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Boek V, Titel XII, wordt een Hoofdstuk V ingevoegd met de artikelen 1348/1 tot 1348/3, luidend als volgt :

"Hoofdstuk V. — Verzorging van prioritaire gehandicapte personen"

Art. 1348/1. § 1. Binnen de perken van het begrotingskrediet dat te dien einde is voorbehouden, kan een bijkomend punt voor de erkenning worden verleend voor de met naam genoemde tenlasteneming van gehandicapte personen die als prioritaair en in nood worden verklaard. Dit punt voor de erkenning geeft aanleiding tot een bijzondere toelage.

§ 2. Als prioritaire gehandicapte persoon wordt beschouwd de persoon die één van de volgende deficiënties vertoont :

1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie of neuropathie;

2° zware geestelijke deficiëntie;

3° ernstige geestelijke deficiëntie;

4° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap;

5° stoornissen die inwerken op de ontwikkeling of gedragsstoornissen die gepaard gaan met de handicap(s);

6° autisme;

7° aangeboren of opgelopen hersenletsel.

§ 3. Om als in een noodsituatie verkerend te worden beschouwd, moet de gehandicapte persoon een van de volgende criteria vertonen :

1° het feit dat de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn opdracht te vervullen;

2° het feit dat de huidige toestand een gevaar vormt voor zijn integriteit of voor de integriteit van derden;

3° het feit dat de persoon meerdere keren een uitsluitingsmaatregel is opgelegd.

Art. 1348/2. § 1. Het tarief voor een opname in een residentiële dienst bedraagt 21.915,85 euro op jaarbasis.

Het tarief voor een opname in een opvangdienst bedraagt 16.916,45 euro op jaarbasis.

§ 2. De toelage van de dienst wordt verkregen door het tarief te vermenigvuldigen met het aantal dagen opname gedurende het jaar, gedeeld door 365 of 366 en dit, rekening houdend met het soort opname en met het aantal wekelijkse bezoekdagen.

Als dagen van opname worden beschouwd de dagen tussen de datum van toekenning van het punt voor de erkenning of de werkelijke datum waarop de persoon in de dienst wordt opgenomen (als deze later valt) en de datum waarop de persoon de dienst verlaat.

§ 3. Deze bedragen worden naar rato van de bedoelde maanden aan de schommelingen van de prijzenindex (gezondheidsindex) gekoppeld overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Art. 1348/3. De opvang van een prioritaire gehandicapte persoon in nood geeft aanleiding tot een aanpassing van de begeleidingsnormen rekening houdend met deze bijkomende opname.

De na te leven norm is 0,5589 VTE voor een opname in een residentiële dienst en 0,2077 VTE voor een opname in een opvangdienst.

Deze norm dient te worden vermenigvuldigd met het aantal dagen van opname gedurende het jaar, gedeeld door 365 of 366 en dit, rekening houdend met het soort opname en met het aantal wekelijkse bezoekdagen.

Onder begeleidingspersoneel wordt verstaan het opvoedend personeel en de maatschappelijke assistenten."

Art. 4. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Boek V, Titel XII/1, wordt een zevende afdeling ingevoegd met de artikelen 1368/1 tot 1368/6, luidend als volgt :

"Afdeling 7. — Opname van prioritaire gehandicapte personen

Art. 1368/1. § 1. Binnen de perken van het begrotingskrediet dat te dien einde is voorbehouden, kan een bijzondere toelage worden verleend voor de met naam genoemde opname van gehandicapte personen die als prioritair en in nood worden verklaard.

§ 2. Als prioritaire gehandicapte persoon wordt beschouwd de persoon die één van de volgende deficiënties vertoont :

1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie of neuropathie;

2° zware geestelijke deficiëntie;

3° ernstige geestelijke deficiëntie;

4° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap;

5° stoornissen die inwerken op de ontwikkeling of gedragsstoornissen die gepaard gaan met de handicap(s);

6° autisme;

7° aangeboren of opgelopen hersenletsel.

§ 3. Om als in een noodsituatie verkerend te worden beschouwd, moet de gehandicapte persoon een van de volgende criteria vertonen :

1° het feit dat de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn opdracht te vervullen;

2° het feit dat de huidige toestand een gevaar vormt voor zijn integriteit of voor de integriteit van derden;

3° het feit dat de persoon meerdere keren een uitsluitingsmaatregel is opgelegd.

Art. 1368/2. Wanneer een dienst een prioritaire gehandicapte persoon in nood opneemt, bezorgt hij, binnen drie dagen na de opname, een opvangbericht aan de administratie. De dienst beschikt over dezelfde termijn om een bericht betreffende de beëindiging van de opvang mede te delen.

Art. 1368/3. De prioritaire gehandicapte persoon in nood betaalt een forfaitair bedrag als bijdrage tot de kosten van zijn tenlasteneming.

Het bedrag van de financiële bijdrage die de dienst mag opvragen, wordt beperkt tot een dagelijks bedrag van 51,06 euro voor een opname in een residentiële dienst en 14,61 euro voor een dagopname. Voor de jongeren wordt dit bedrag beperkt tot 2/3 van de kinderbijslag, teruggebracht tot een dagelijkse basis.

Deze financiële bijdrage kan enkel worden opgevraagd voor de dagen van werkelijke aanwezigheid van de persoon op de dienst.

Art. 1368/4. § 1. Het tarief voor een opname in een residentiële dienst bedraagt 21.915,85 euro op jaarbasis.

De prijs voor een opname in een opvangdienst bedraagt 16.916,45 euro op jaarbasis.

§ 2. De toelage van de dienst wordt verkregen door het tarief te vermenigvuldigen met het aantal dagen van opname gedurende het jaar, gedeeld door 365 of 366 en dit, rekening houdend met het soort opname en met het aantal wekelijkse bezoeken.

Als dagen van opname worden beschouwd, de dagen tussen de datum van inwerkingtreding van het verlenen van een bijzondere toelage besloten door het Beheerscomité of de werkelijke datum waarop de persoon in de dienst wordt opgenomen (als deze later valt) en de datum waarop de persoon de dienst verlaat.

Art. 1368/5. De opvang van een prioritaire gehandicapte persoon in nood geeft aanleiding tot een aanpassing van de begeleidingsnormen rekening houdend met deze bijkomende opname.

De na te leven norm is 0,5589 VTE voor een opname in een residentiële dienst en 0,2077 VTE voor een opname in een opvangdienst.

Deze norm dient te worden vermenigvuldigd met het aantal dagen van opname gedurende het jaar, gedeeld door 365 of 366 en dit, rekening houdend met het soort opname en met het aantal wekelijkse bezoeken.

Onder begeleidingspersoneel wordt verstaan het opvoedend personeel en de maatschappelijke assistenten.

Art. 1368/6. De bedragen bedoeld in de artikelen 1368/3 en 1368/4 worden naar rato van de bedoelde maanden aan de schommelingen van de prijzenindex (gezondheidsindex) gekoppeld overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijs van het Rijk worden gekoppeld.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 6. De Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX